



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
31776 Colomiers

Colomiers, le 13/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Knauf Sud

ZI en Jacca
37 chemin de la Salvetat
31770 Colomiers

Références : 2024/0461
Code AIOT : 0006803104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement Knauf Sud implanté ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 Colomiers. L'inspection a été annoncée le 14/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Knauf Sud
- ZI en Jacca 37 chemin de la Salvetat 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006803104
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Knauf Sud exploite, sur la commune de Colomiers, une installation de fabrication et de

transformation de polystyrène expansé destiné à la confection de produits d'isolation découpés pour le bâtiment. Elle exerce également une activité de négoce de produits (plaques de plâtre, ossatures métalliques, etc.).

L'établissement est composé de deux parties séparées par une route (chemin de la Nasque) : site A et site B.

Le site relève du régime de l'enregistrement pour les activités d'application de colles (rubrique n° 2940-2-a de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement [ICPE], de transformation de polymères (rubrique n° 2661-1) et de stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (rubrique n° 2663-1). Le site est, toutefois, soumis aux règles procédurales de l'autorisation environnementale.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite sur le terrain a permis de constater la finalisation de travaux effectués suite aux mises en demeure de l'établissement du 26 juillet 2022 et du 25 juillet 2023 :

- arrêté de mise en demeure (APMD) du 26/07/22 : une chaussée goudronnée permet à présent de collecter et de confiner les eaux d'extinction d'un incendie en cas de sinistre sur le bâtiment « maintenance », la mise en demeure peut être levée ;

- arrêté de mise en demeure (APMD) du 25/07/23 : le mur coupe-feu du bâtiment 16 a été rehaussé et dépasse maintenant d'un mètre en toiture. L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport de mise en conformité espéré début août, afin de pouvoir lever cette mise en demeure.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 9.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/11/2022, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Plan de réduction des émissions de pentane	Arrêté Préfectoral du 13/10/2020, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 > II.	Sans objet
2	Valeurs limites d'émission en COV, NOx, CO et CH4 en cas	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 6.2. b) III.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'utilisa...		
3	Émissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article Art 3.1.5	Sans objet
4	Conduits et installations raccordés	Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article 5	Sans objet
5	Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance	AP Complémentaire du 26/11/2018, article 3	Sans objet
8	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article 6	Sans objet
9	Valeurs limites des flux de polluants rejetés	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article Art 3.2.5	Sans objet
10	Emissions interdites	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article Art 3.2.6.1	Sans objet
11	Plan de gestion de solvant	Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article Art 3.2.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les émissions de composants organiques volatils de l'établissement sont conformes à la réglementation en vigueur. Toutefois, l'exploitant doit transmettre à l'inspection les différents plans de réduction et de gestion des émissions atmosphériques, ainsi que les résultats des mesures effectuées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Documentation – rubrique n°2661 (E)
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants : [...] 3. Les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :

[...]

- le plan des réseaux de collecte des rejets atmosphériques (cf. art. 31) ;
- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des équipements de traitement des effluents si de tels équipements existent au sein de l'installation (cf. art. 42) ;
- le schéma de maîtrise des émissions de COV s'il est mis en œuvre au sein de l'installation (cf. art. 50) ;
- le plan de gestion des solvants si l'installation consomme plus d'une tonne de solvants par an (cf. art. 51) ;
- le programme de surveillance des émissions (cf. art. 58) ;

Constats :

L'exploitant a présenté les documents suivants :

- le plan de l'établissement comportant l'ensemble des bâtiments et identifiant les 7 points d'émissions des rejets atmosphériques, situés dans le bâtiment 15 ;
- le dernier rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé en 2023 par une entreprise agréée par le Ministère de la Transition Écologique. Le rapport conclu au respect des valeurs limites d'émissions (VLE) sur les installations contrôlées. Toutefois, l'inspection constate que les résultats sont comparés aux exigences de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°118 du 29/11/2018. Lors des prochains contrôles, les résultats devront être comparés aux exigences de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/08/2023. L'inspection a vérifié que les résultats du rapport de contrôle présenté respectent effectivement les VLE en vigueur.
- le schéma de maîtrise des émissions de COV, considérant un taux de pentane moyen de 5,5 % dans la constitution de la matière première utilisée (source : étude CITEPA de 2007). L'exploitant précise que le taux de pentane réel observé est de 5,43 % en moyenne sur l'année 2023. Les émissions atmosphériques des étapes d'expansions en moule ou en cuve sont canalisées tandis que les émissions sont diffuses lors des phases de maturation des billes et du stockage des blocs. D'après l'étude CITEPA susmentionnée, le taux de pentane contenu dans les produits finis est de 1,7 %.
- le plan de gestion des solvants n'est plus nécessaire pour cet établissement, car celui-ci consomme moins d'une tonne de solvant par an. En effet, les colles utilisées dans le procédé industriel ne sont plus solvantées depuis 2019. En 2023, l'établissement a utilisé 0,081 T de solvant.
- le programme de surveillance des émissions prévoit le contrôle de chaque point de rejets des émissions atmosphériques, une fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission en COV, NOx, CO et CH4 en cas d'utilisa...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article I > 6.2. b) III.

Thème(s) : Risques chroniques, technique traitement COV – rubrique n°2661 (E)

Prescription contrôlée :

Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination des COV, la valeur limite d'émission en COV non méthanique, exprimé en carbone total, est de 20 mg/m³, ou 50 mg/m³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. En outre, l'exploitant s'assure du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH4) :

NOx (en équivalent NO2) : 100 mg par mètre cube ;
CH4 : 50 mg par mètre cube ; CO : 100 mg par mètre cube.

Les installations existantes et dotées d'un équipement de traitement des émissions de COV, avant la publication du présent arrêté, et qui respectent les valeurs d'émission suivantes :

- en cas d'oxydation, les valeurs limites présentées au paragraphe précédent multipliées par un coefficient 1,5 ;
- pour les autres équipements de traitement, 150 mg/m³ pour les COV exprimées en carbone total, bénéficient jusqu'au 1er janvier 2012 d'une dérogation à l'application des valeurs limites d'émission des COV prévues aux paragraphes 6.2.b.2 I et 6.2.b.2 III.

Constats :

L'exploitant n'utilise pas de technique d'élimination des COV; compte-tenu de leur faible volume d'émission (cf fiche n°1).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article Art 3.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des produits

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières et de polystyrène. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Constats :

Les billes de polystyrène correspondent à la matière première du site et représentent l'ensemble des produits pulvérulents utilisés par l'établissement. La matière première est stockée dans des récipients de type big-bag. Lorsque celle-ci est utilisée dans le processus de fabrication, les big-bags sont surmontés d'un dispositif d'aspiration afin de réduire les risques d'envols de polystyrène.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conduits et installations raccordés**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article 5**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de rejets**Prescription contrôlée :**

N° de conduit	i n s t a l l a t i o n s r a c c o r d é e s	Puissance ou capacité	Combustible
A.01	Chaudière vapeur (local 11)	3 500 kW	- Gaz naturel - Fioul domestique: uniquement en cas de p é n u r i e d a n s l'approvisionnement en gaz naturel
A.02	Expanseur - cuve d'expansion (hall 15)	-	-
A.03	Expanseur - sortie cuve d'expansion (hall 15)	-	-
A.04	Expanseur - lit fluidisé (hall 15)	-	-
A.05	Moula à blocs M01 (hall 15)	-	-
A.06	échappements des pompes à vide du moule à bloc M01	-	-
A.07	Moule à bloc M02	-	-

Constats :

Comme mentionné dans le constat n°1, l'exploitant a présenté le plan de l'établissement comportant l'ensemble des bâtiments et identifiant les 7 points d'émissions des rejets atmosphériques, situés dans le bâtiment 15. L'exploitant précise que l'établissement n'a pas encore connu de fonctionnement de la chaudière avec du fioul domestique, prévu en cas de pénurie d'approvisionnement en gaz naturel.

L'inspection a pu constater la présence de ces 7 conduits lors de la visite sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2018, article 3	
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques	
Prescription contrôlée :	
Rejets atmosphériques des installations de combustion (conduits A.01) (Cf. repérage du rejet sous l'article 3.2.2)	
Paramètres	Périodicité de la mesure
Débit	Annuelle à compter de la signature de l'arrêté, puis tous les 3 ans
O2	Annuelle à compter de la signature de l'arrêté, puis tous les 3 ans
NOx, exprimés en NO2	Annuelle à compter de la signature de l'arrêté, puis tous les 3 ans
SOx, exprimé en SO2	Annuelle à compter de la signature de l'arrêté, puis tous les 3 ans
[...]	
Constats :	
L'exploitant a présenté le dernier contrôle des rejets atmosphériques, effectué en 2023 par une entreprise agréée. Il précise que ces contrôles sont effectués à une fréquence annuelle. Les paramètres relatifs au débit, à l'oxygène (O2), à l'oxyde d'azote (NOx) et au dioxyde de soufre (SOx) sont mesurés.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 6 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores
Prescription contrôlée :

Les résultats des mesures réalisées en application du 9.2 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Constats :

Les résultats des dernières mesures effectuées évoqués dans le constat précédent n'ont pas été transmis au préfet ou à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des dernières mesures réalisées en application de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 20/06/2013.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/2022, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Débits de rejets

Prescription contrôlée :

	Hauteur en m	Diamètre en mm	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°A.01	16	600	5000	5
Conduit N°A.02	9,5	200	1250	-
Conduit N°A.03	9,5	400	2300	-
Conduit N°A.04	9,5	600	12000	-
Conduit N°A.05	10	300	3500	-
Conduit N°A.06	7	300	950	-
Conduit N°A.07	10	800	5000	-

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la

vapeur d'eau (gaz secs)
Constats : Les résultats des dernières mesures effectuées, évoqués dans le constat précédent n'ont pas été transmis au préfet ou à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des dernières mesures réalisées en application de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 20/06/2013, devant notamment faire apparaître les mesures de débits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2023, article 6	
Thème(s) : Risques chroniques, VLE - AP	
Prescription contrôlée : - <u>Conduits n°A.02 à A.06 :</u> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O ₂ ou CO ₂ , précisée dans le tableau ci-dessous :	
Concentration instantanées en mg/Nm ³	Conduits n°A.02 à A.06
Poussières	100
 <u>Conduit A01 :</u> Les rejets issus de l'installation doivent respecter les valeurs limites fixées par les dispositions de l'article 6.2.4 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910, en considérant : - pour le fonctionnement au gaz naturel: les valeurs limites applicables aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à l'exception des NO _x . Pour les NO _x , la valeur limite à respecter est de 120mg/Nm ³ ; - pour le fonctionnement au fioul domestique : les valeurs limites applicables aux installations de combustion nouvelles.	

Interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz naturel de la chaudière:

L'exploitant peut, pour une période limitée à dix jours, ne pas respecter les valeurs limites d'émission en SO, NOx et poussières dans le cas où la chaudière qui n'utilise que du gaz naturel doit exceptionnellement avoir recours à du fioul domestique en raison d'une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz et devrait de ce fait être équipée d'un dispositif d'épuration des gaz résiduels. Il en informe immédiatement le préfet.

Cette période de dix jours peut être prolongée après accord du préfet s'il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique.

Constats :

Après consultation des derniers résultats présentés par l'exploitant :

- les conduits n° A.02 à A.07 respectent la valeur limite d'émission de concentration instantanée en poussière de 100 mg/Nm³ ;
- le conduit n° A.01 respecte la valeur limite d'émission de 120 mg/Nm³, fixée par les dispositions de l'article 6.2.4 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910, en considérant pour le fonctionnement au gaz naturel: les valeurs limites applicables aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an. Pour les NOx, la valeur limite à respecter est de 120 mg/Nm³ ;

La valeur limite d'émission mentionnée dans le dernier rapport est de 150 mg/Nm³ pour les NOx. Bien que le résultat montre que le conduit A.01 est en dessous de la valeur limite à respecter de 120 mg/Nm³, la valeur limite d'émission à prendre en compte pour les prochaines mesures est de 120 mg/Nm³ pour les NOx.

Le fonctionnement au fioul domestique est prévu par l'arrêté préfectoral, mais n'a pas été mesuré puisque l'usine n'a pas connu de pénurie en gaz naturel et n'a donc pas utilisé de fioul domestique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article Art 3.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de pentane

Prescription contrôlée :

Le ratio d'émission de pentane sur le site ne doit pas dépasser : 39 kg émis / tonne de polystyrène expansible transformé.

Constats :

Les émissions diffuses de pentane sont calculées à partir d'un facteur d'émission diffuse théorique de 3,108 %, présenté dans le plan de réduction de pentane. Ce facteur a été déterminé par l'étude de la CITEPA de 2007, étude qui devrait être révisée prochainement à la demande de la

<p>profession. Il permet d'estimer à 31,083 kg de pentane émis pour une tonne de polystyrène expansible transformé.</p> <p>Le ratio de pentane sur le site de 39 kg émis / tonne de polystyrène expansible transformé est donc respecté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Emissions interdites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article Art 3.2.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, substances dangereuses interdites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les activités de la société KNAUF SUD OUEST n'émettent pas, en rejets canalisés, de composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, ni de substances à phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et halogénées étiquetées R 40.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant assure qu'aucune substance ou composés organiques susmentionnés ne sont émis par les activités de la société.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Plan de gestion de solvant

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2013, article Art 3.2.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, installation d'application de colle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société KNAUF SUD OUEST élabore un Plan de Gestion de Solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et sorties des solvants des installations de l'établissement.</p> <p>Le PGS est établi suivant les dispositions du « Guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants » réalisé par l'INERIS et le Ministère chargé de l'Ecologie, en vigueur à la date de réalisation ou de mise à jour du plan.</p> <p>Si la consommation de solvant dépasse 30 t/an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion de solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p> <p>Le plan de gestion des solvants doit être transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant l'année écoulée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des solvants n'est plus nécessaire pour cet établissement, car celui-ci</p>

consomme moins d'une tonne de solvant par an. En effet, les colles utilisées dans le procédé industriel ne sont plus solvantées depuis 2019. En 2023, l'établissement a utilisé 0,081 T de solvant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan de réduction des émissions de pentane

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2020, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de réduction des rejets

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre des procédures et aménage les installations afin de réduire les émissions de COV comprenant notamment :

. l'utilisation de matières premières contenant au plus 4 % de COV en masse, lorsque la possibilité technique existe;

. le recyclage intégral des chutes de découpe;

. l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières;

. la captation et le traitement des émissions, du poste de pré-expansion, lorsque la possibilité technique existe à un coût économiquement acceptable.

La société KNAUF SUD OUEST met en place un plan de réduction des émissions diffuses et canalisées de pentane.

Ce plan comporte notamment :

. Une veille technologique concernant le traitement des rejets atmosphériques de pentane ;

. L'étude technico-économique de la captation et du traitement des émissions du poste de pré-expansion ;

. Un programme de surveillance des émissions diffuses et canalisées de pentane (par mesure ou bilan de matière) ;

. Des objectifs de réduction annuel des émissions de pentane ;; Les écarts constatés, leurs justifications et les mesures correctives ;

. Le taux annuel de recyclage de polystyrène expansé, son évolution dans le temps sur les 5 dernières années et les actions annuelles entreprises pour maximiser ce taux.

Le plan de réduction des émissions de pentane sera transmis annuellement à l'inspection des installations classées (au plus tard le 30 avril de l'année N+1)

Constats :

L'exploitant a présenté un plan de réduction de pentane datant de 2023, ce plan est mis à jour tous les ans, à l'occasion des déclarations de l'établissement sur le site GEREPE.

- Les matières premières utilisées comportent un taux de pentane de 5,5 %, supérieur au 4 % de COV en masse prescrit dans l'article ci-dessus.

L'exploitant explique que le pentane constitue l'agent d'expansion et est donc essentiel au procédé industriel employé par l'établissement. En dessous de 4 % de COV en masse, la matière

première ne peut être expansée de manière convenable et ne permet pas d'atteindre la densité souhaitée.

Dans les années 2005 à 2008, plusieurs échanges entre le syndicat représentant l'industrie de fabrication de polystyrène expansé et le ministère se sont tenus afin de modifier ce seuil de 4 %

- Par ailleurs, l'exploitant précise qu'un recyclage intégral de ses chutes de découpe est opéré.
- L'incorporation de matériaux usagés dans les matières premières (provenant de chantiers), la captation et le traitement des émissions, du poste de pré-expansion sont effectives et présentées dans le plan de réduction de pentane.

Le flux de pentane annuel en 2023 était de 132 956 kg eq C, ce qui équivaut à 159 547 kg de pentane émis.

Le facteur d'émission utilisé pour ce calcul est de 3,108 % et correspond à l'émission de 31,083 kg de pentane pour une tonne de polystyrène expansible transformé. Il s'agit d'un facteur théorique déterminé dans l'étude de CITEPA de 2007, étude qui devrait être révisée prochainement suite à la demande de la profession.

Afin de maîtriser et vérifier les émissions de pentane effectives, la société Knauf mesure le taux de pentane en entrée - sur les matières premières, puis en sortie - sur les produits finis, afin de tenir à jour ce plan de réduction.

Le plan de réduction présenté en salle n'a pas été transmis à l'inspection pour l'année 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan de réduction des émissions de pentane pour l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois